

# ENSEMBLE

Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°246 - Jeudi 9 janvier 2014

**EMPLOI, LUTTE CONTRE L'EXCLUSION, LOGEMENT, RETRAITE**

## Pouvoir d'achat : les socialistes agissent



## ÉDITO

## Emploi, éducation, élections municipales et européennes : les priorités des socialistes pour 2014



Le budget 2014 récemment voté par le Parlement est une nouvelle confirmation des orientations, prises dès le début du quinquennat, pour redresser notre pays tout en assurant le financement des priorités que sont la relance de l'emploi, l'éducation et la jeunesse, le relèvement de nos entreprises par l'investissement et l'innovation.

Ce budget 2014 met en place des mesures concrètes de soutien au pouvoir d'achat en revenant sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu voté par l'ancienne majorité, en revalorisant la décote pour les ménages modestes de 5%, en revalorisant le revenu fiscal de référence de 4%, mais aussi en baissant la TVA sur les travaux de rénovation énergétique, ou en maintenant la réduction d'impôt pour les frais de scolarité.

Le budget poursuit aussi l'effort sans précédent sur la politique de l'emploi, et notamment de l'emploi des jeunes, mais aussi pour la compétitivité des entreprises avec les investissements d'avenir (12 milliards d'€ de crédits sont dégagés) ou encore en débloquant 300 millions d'€ en prêts remboursables pour aider les entreprises en difficulté.

En 2014, nous devons continuer notre mobilisation pour montrer la pertinence de l'action de François Hollande et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault pour redresser notre pays.

Mais nous aurons aussi à cœur d'être pleinement engagés pour les élections municipales. Nous porterons des politiques volontaires, solidaires et innovantes autour d'une valeur constante : le service public. Le progrès municipal est ancré à gauche. Tous nos bilans d'action le confirment.

Enfin, après la désignation de nos candidat-e-s pour les élections européennes, le Parti socialiste devra se mobiliser pour porter l'Europe de l'harmonisation des droits sociaux vers le haut, des politiques industrielles communes et le volontarisme dans la lutte pour l'emploi.

Je vous souhaite une excellente année 2014 pour vous et vos proches !

**Fabrice ROUSSEL**  
Premier secrétaire fédéral

## EUROPE

## Nos candidat-e-s aux élections européennes

Les élections européennes auront lieu le 25 mai 2014. Pour s'y préparer, le Parti socialiste a déjà choisi ses candidat-e-s au Parlement européen. Dans l'Ouest, les militants ont désigné 9 titulaires le 21 novembre dernier.



La liste de la circonscription Ouest (qui comprend les régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes) couvre les camarades suivant-e-s :

1. Isabelle Thomas, 52 ans, conseillère régionale de Bretagne depuis 2004, députée européenne sortante
2. Emmanuel Maurel, 40 ans, conseiller régional d'Île-de-France depuis 2004, vice-président depuis 2009, membre du Bureau national du parti socialiste
3. Françoise Mesnard, 56 ans, vice-présidente de la Région Poitou-Charentes
4. Christophe Rouillon, 47 ans, maire de Coulaines, vice-président de Le Mans Métropole, conseiller général de la Sarthe
5. Karine Daniel, 39 ans, conseillère municipale de Nantes et vice-présidente de Nantes Métropole en charge de l'enseignement supérieur, recherche, Europe et relations internationales
6. Marc Coatanea, 40 ans, adjoint au maire de Brest, premier secrétaire fédéral du Finistère, secrétaire national PS aux questions de société
7. Madeleine Ngombet Bitoo, 50 ans, vice-présidente de la Région Poitou-Charentes depuis 2010
8. Jean-Louis Belliard, 46 ans, secrétaire fédéral du Maine-et-Loire
9. Annaïg Le Moël-Raflik, conseillère municipale de Lanester, secrétaire fédérale du Morbihan.

1 356 militant-e-s de Loire-Atlantique ont participé au vote de désignation des candidat-e-s. Ils ont approuvé cette liste à 74,22%. À l'échelle de la circonscription Ouest, nos camarades l'ont fait à 60%.

## L'IMPOSTURE FN

## FN : bas les masques !

Les commentateurs lui promettent un bon score aux municipales, l'UMP reprend une partie de ses propositions, la fille Le Pen prétend le «normaliser» et faire oublier ses racines essentiellement et toujours d'extrême droite... Petit rappel utile de la réalité d'un parti qui reste fondé sur la violence, la haine des faibles et des étrangers et une démagogie mensongère éhontée.

L'époque est difficile avec une croissance très faible, un chômage et une précarité grandissants, des partis républicains de droite et de gauche qui ont successivement déçu certaines parties de l'électorat, une Europe discréditée : c'est le terreau favorable au discours démagogique de l'extrême droite.

### 1. UN PROJET ÉCONOMIQUE ULTRALIBÉRAL

Dans le discours, le FN se déclare proche des petits, des sans-grades et des laissés-pour-compte de la mondialisation qu'il veut protéger. La réalité de son programme est tout autre. Il intègre les classiques de la rhétorique ultralibérale qui fondent sa doctrine économique depuis sa création au début des années 1970 : la défense des petites entreprises et des artisans soi-disant étranglés par les charges et les procédures administratives, l'apprentissage à 14 ans, le durcissement des sanctions envers les chômeurs et des dérogations aux 35 heures.

Ce n'est pas tout !  
Sous le faux prétexte « d'optimiser et de rendre plus juste » le

**« Pas un mot sur les conséquences de cette sortie de l'euro »**

système fiscal, le FN a prévu la suppression de l'ISF et la création d'une « contribution sociale aux importations ». Il s'agit en réalité d'une hausse de TVA de 3% sur les biens importés. Ce programme ne dit toutefois pas comment faire pour cibler les produits importés, alors que bien des produits fabriqués en France contiennent des pièces importées.

### 2. UNE SORTIE AVENTUREUSE DE L'EURO

Le FN propose un scénario économique simple : la France sort de l'euro, se débarrasse des règles commerciales en vigueur dans l'Union européenne et fait marcher la planche à billets. Ainsi, elle relancerait son économie par une « ré-industrialisation planifiée par l'État ». Pas un mot sur les conséquences de cette sortie de l'euro en termes de grave récession, d'inflation et de concurrence économique avec nos voisins européens.

### 3. SYNDICATS : LES ENNEMIS À ABATTRE

Marine Le Pen les accuse de « dealer avec le gouvernement ». Le FN souhaite des organisations professionnelles qui fassent moins grève et manifestent moins. Par ailleurs, le « monopole de représentativité institué après la Libération sera supprimé », alors que c'est déjà le cas depuis 2008.



Meeting "Défendre la République contre les extrémismes" le 27 novembre à Paris

### 4. LA PRÉFÉRENCE NATIONALE POUR LES PRESTATIONS SOCIALES, LE LOGEMENT ET L'EMPLOI

Le FN prône une France du repli sur soi et de l'autarcie, y compris en matière économique et social. La préférence nationale serait introduite pour les prestations sociales, l'accès au logement et à l'emploi, ce qui priverait de droits élémentaires les 3,5 millions d'étrangers vivant en France. Concernant le logement social, « seules les personnes qui peuvent légitimement y prétendre pourront conserver » leur habitation : les autres en seront expulsés !... Le minimum vieillesse serait également réservé aux Français et supprimé pour les étrangers ne vivant pas en France ou y ayant travaillé moins de 10 ans. Une rupture avec l'esprit des lois de Sécurité sociale de 1945 : le FN, c'est la violence et l'inégalité.

**« Une rupture avec l'esprit des lois de Sécurité sociale de 1945 : le FN, c'est la violence et l'inégalité. »**

EMPLOI, LUTTE CONTRE L'EXCLUSION, LOGEMENT, RETRAITES

## Le gouvernement agit pour les personnes modestes et précaires

Si la période est difficile, elle n'exclut pas les choix. Le gouvernement mène un effort historique pour diminuer le déficit de l'État et la dette publique, et redonner de la compétitivité à l'économie ; pour autant, cela ne se fait pas au détriment des classes modestes et des précaires. Retour sur les différentes mesures prises depuis 2012 en faveur du pouvoir d'achat.



### 1 • LE POUVOIR D'ACHAT PASSE PAR L'EMPLOI

Le gouvernement veut aider le recrutement de personnes précaires, parmi lesquelles les jeunes. Le budget 2014 prévoit donc le financement de 340 000 contrats non marchands de durée allongée, soit un effort financier de 1,8 milliard (Md)€ en 2014. Des mesures spécifiques pour l'emploi des jeunes sont aussi prévues : d'ici la fin 2014, 150 000 emplois d'avenir, qui concernent les jeunes de 16 à 25 ans, auront été créés, ainsi que 100 000 contrats de génération, conformément aux engagements du président de la République. L'emploi des jeunes représente ainsi un effort budgétaire de 1,7 Md€.

L'accompagnement des chômeurs est renforcé grâce à des moyens supplémentaires accordés à Pôle emploi : 2 000 emplois CDI supplémentaires sont financés (représentant un effort de 100 millions€), soit 4 000 emplois depuis le début du quinquennat.

### 2 • DES MESURES POUR LES PLUS MODESTES

La méthode de calcul de l'augmentation du SMIC n'avait jamais été revue depuis 1970, c'est chose faite depuis cette année. Désormais, elle se fait en référence à l'indice des prix à la consommation des 20% de ménages aux revenus les plus faibles, afin de mieux prendre en compte les dépenses contraintes telles que le logement et l'énergie. Résultat : au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le SMIC augmente de 1,1%, [pour une inflation de 0,6%]. Une décision qui fait suite au coup de pouce de 2% décidé en juillet 2012.

Pour faciliter l'accès à la complémentaire santé, le gouvernement a fait un geste fort en remontant les plafonds de la CMU. Tous les Français en-dessous du seuil de pauvreté peuvent ainsi être couverts par les dispositifs de CMU complémentaire ou d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (soit un effort financier de 170 M€).

Contre la pauvreté, le gouvernement s'est également engagé à revaloriser pendant plusieurs années le montant du RSA socle au-delà de l'inflation, afin qu'il retrouve son niveau relatif d'origine, à 50% du SMIC. Le budget 2014 intègre la compensation aux Départements du premier coup de pouce donné en septembre 2013 (+ 2% au-delà de l'inflation, soit un effort de 600 M€).

Les nouveaux tarifs sociaux de l'électricité et du gaz bénéficient désormais à 4 millions de foyers, contre 1 million auparavant. Cet effort financier de 400 M€ peut représenter pour certains d'entre eux une économie de 200 voire 300€ par an.

Des mesures spécifiques ont également été décidées en faveur des familles les plus modestes, à hauteur de 0,5 Md€. Dès 2012, l'allocation de rentrée scolaire, pour les familles ayant au moins un enfant scolarisé âgé de 6 à 18 ans, a été revalorisée de 25%. En décembre 2012, la conférence pauvreté a aussi décidé d'augmenter de 50% en 5 ans le complément familial (versé sous conditions de ressources aux personnes ayant au moins 3 enfants à charge, âgés de plus de 3 ans et de moins de 21 ans) et de 25% en 5 ans l'allocation de soutien familial (versée au parent qui élève seul son enfant ou à la personne ayant recueilli un enfant, qu'elle vive seule ou en couple).

### 3 • EN FAVEUR DE L'ACCÈS AU LOGEMENT

Compte tenu du poids du logement dans le budget des ménages, des mesures spécifiques sont prises qui représentent un effort de près de 0,6 Md€ :

- encadrement des loyers à la relocation dans les zones tendues (qui couvrent 40% de la population);
- création de 5 000 places d'hébergement d'urgence et 7 000 en intermédiation locative (soit un effort financier de 111 M€);
- baisse du taux de TVA sur le logement social (à 5%) afin de construire des logements à des prix plus abordables et/ou disposant de qualité énergétiques accrues;
- fluidification des ventes immobilières avec la réforme des plus-values.

### 4 • POUR LES PETITES RETRAITES AGRICOLES

La réforme des retraites comporte plusieurs mesures favorables aux petites retraites agricoles. En effet, les conjoints et aides familiaux des exploitants agricoles avaient souvent des droits à retraite limités du fait de leur statut social, et n'étaient pas couverts par le régime complémentaire agricole avant 2011.

Des droits de retraite complémentaire seront désormais attribués à 550 000 retraités, dont 400 000 femmes, pour un montant moyen de 295€ par an. Les femmes qui en bénéficieront verront leur retraite augmenter de 6% en moyenne. Par ailleurs, un montant total de retraite égal à 75% du SMIC sera à terme garanti aux chefs d'exploitation ayant une carrière complète. En 2017, cette mesure bénéficiera à 250 000 retraités qui verront leur retraite augmenter de plus de 600€.

### 5 • DES MESURES GÉNÉRALES POUR LE POUVOIR D'ACHAT

La contribution pour l'aide juridictionnelle (droit de timbre de 35€) créée en 2011 par le précédent gouvernement représentait un frein à l'accès au droit pour des justiciables. Elle est supprimée, soit un effort financier de 60 M€.

L'impôt sur le revenu sera allégé pour tous, grâce à la réindexation du barème. Une revalorisation de la décote, au-delà de l'inflation sera également appliquée pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages modestes. 135 000 ménages deviendront ainsi non imposables. Le coût total de ces mesures sera de 900 millions d'euros.

## « L'impôt est utile pour peu qu'il soit juste »

Monique Rabin - députée de la 9<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique, membre de la commission des finances

« Le débat sur l'impôt, instrumentalisé par la droite, a occulté les mesures prises par le gouvernement en faveur du pouvoir d'achat. Je voudrais en pointer deux qui me paraissent particulièrement pertinentes en matière fiscale et dans le domaine de la santé.



En 2014, l'impôt sur le revenu sera allégé grâce à la réindexation du barème, qui bénéficiera notamment aux classes moyennes, et grâce à la revalorisation de la décote pour soutenir les plus modestes. Ces mesures ont un double intérêt car elles conditionnent plusieurs exonérations comme la taxe d'habitation, la CSG, la redevance TV... Nous avons ainsi mis fin à l'injustice que représentait le gel du barème mis en place par le gouvernement Fillon. 6,9 millions de contribuables sont bénéficiaires d'au moins une de ces mesures, très importantes même si elles sont difficiles à expliquer parce que techniques.

Par ailleurs, pour éviter les effets de seuil, les personnes dont les revenus sont légèrement supérieurs aux plafonds CMU bénéficieront d'une aide à une complémentaire santé (ACS) pour assurer l'accès aux soins, des tarifs médicaux sans dépassement d'honoraires et la dispense d'avance de frais. Ces personnes pourront obtenir des réductions de prix sur le gaz ou l'électricité sans démarche supplémentaire : c'est la caisse d'assurance maladie qui informera les fournisseurs d'énergie, lesquels proposeront alors ces tarifs réduits.

Soyons fiers de ces mesures de pouvoir d'achat et continuons de croire que l'impôt est utile, pour peu qu'il soit juste. Nous avons commencé il y a un an en taxant pour la première fois dans notre pays le capital au même niveau que les revenus du travail ; demain la réforme fiscale apportera une réponse à ce souci de justice et une meilleure adhésion à notre modèle fiscal et social.

COMPÉTITIVITÉ

# Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le CICE est la mesure phare du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. Introduit en 2013 par Jean-Marc Ayrault à la suite du rapport Gallois, il constitue un allègement d'impôt pour l'entreprise, en fonction de la masse salariale de celle-ci.



Mars 2013. À Machecoul, l'ambiance est lourde. Depuis 6 mois en effet, l'entreprise Cycleurope, première usine française d'assemblage de cycles, est en redressement judiciaire. Avec 350 emplois en jeu et une longue présence dans cette commune (sous la marque Gitane), Cycleurope représente une production industrielle emblématique de toute la Loire-Atlantique.

Le soulagement survient quand est désigné un repreneur, et pas n'importe lequel : le groupe Intersport, n°1 mondial et européen de la distribution d'articles de sport. Déjà principal client de Cycleurope, il en devient le propriétaire, avec le souci d'apporter à l'entreprise sa vision stratégique ainsi qu'une réponse aux nouveaux marchés et besoins des clients. Intersport envisage même d'étendre les installations de Machecoul pour y développer la logistique de son activité de distribution de vélos. Quel retournement de situation ! Lors de sa première visite du site, le PDG d'Intersport déclare publiquement « Le CICE est un bon

dispositif, et on ne le dit pas assez ». Est-ce à dire que sans allègement de la masse salariale, la reprise de cette activité fortement manufacturière aurait été plus difficile, voire impossible ?

Afin de gagner la bataille pour l'emploi, il est indispensable de redonner aux entreprises les moyens de leur compétitivité et de leur permettre d'embaucher, d'investir et de gagner des parts de marché. C'est le sens du CICE, qui veut inciter les entreprises à faire des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'in-

novation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de transition écologique et énergétique. Concrètement, il permet à toutes les entreprises de réaliser une économie d'impôt qui équivaut à 6 % de la masse salariale (pour les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC). Dès 2014, cette mesure représente près de 20 milliards d'euros mis au profit de la compétitivité française.

Ce crédit d'impôt n'est pas soumis à des conditions a priori mais s'insère dans un pacte "donnant - donnant". Son utilisation fait l'objet d'une évaluation transparente : dans l'entreprise (les représentants du personnel sont informés de l'utilisation du CICE) et au niveau national (comité de suivi, sous l'égide de l'État, avec les partenaires sociaux).

En matière d'emploi, une étude de l'INSEE montre que la mesure serait directement à l'origine de la création de 15000 postes au second semestre 2013 et le gouvernement estime leur nombre à 90000 pour 2014, année où le dispositif fonctionne à plein.

## Emploi et industrie : le bilan Sarkozy

Il est toujours utile de rappeler quelques chiffres du bilan de la droite au pouvoir : 600 milliards d'euros de dette publique supplémentaire, 75 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, 337000 personnes supplémentaires passées sous le seuil de pauvreté. Mais le bilan de la présidence Sarkozy, c'est également 1 million de chômeurs supplémentaires et 350000 emplois industriels supprimés, notamment du fait d'un décrochage des entreprises françaises en termes de compétitivité.

VERTOU

# Une section mobilisée

Les socialistes de Vertou et des communes environnantes n'ont jamais été si nombreux et si préparés. En ligne de mire : les municipales où, pour la première fois, la dynastie Dejoie ne sera pas en lice à Vertou.

Avec ses 65 adhérents, la section couvre 6 communes de l'agglomération (Vertou, Basse-Goulaine) et du Vignoble (Haute-Goulaine, La Haye-Fouassière, Saint-Fiacre, Château-Thébaud). Une caractéristique qui constitue un vrai atout, selon le secrétaire de section Bernard Ramé : « Cela nous permet de dépasser la taille critique et de fonctionner avec des réunions suffisamment garnies. Cela nous évite aussi de rester sur des questions de vie municipale, et permet au contraire d'aborder des dossiers de politique générale. »

Lors de chaque réunion mensuelle, un camarade (parfois sollicité en dehors de la section) vient présenter un thème national, décidé au préalable, tandis que les militants locaux animent les questions de politique locale. Un journal de section de 4 pages est élaboré chaque année, imprimé à 10 000 exemplaires et distribué par les militants dans les boîtes aux lettres. Une réunion annuelle est également proposée aux sympathisants, désormais autour de la députée Sophie Errante. Ces sympathisants, Bernard y tient beaucoup : « À Vertou, nous

pouvons compter sur une centaine de personnes, ce qui nous permet d'être présents dans tous les bureaux de vote et d'augmenter notre visibilité. »

Militant depuis 1983, à Vertou depuis 1987, Bernard

a une longue expérience de la section, qu'il a déjà dirigée à deux reprises dans les années 90, puis à nouveau depuis 2010. « La primaire citoyenne puis l'élection présidentielle nous ont amené un fort courant d'adhésions. Nous avons essayé de soigner l'accueil, en allant voir chacun individuellement avant sa venue en section, puis en lui donnant la parole pendant la réunion. Mais certains nouveaux militants font un passage éclair, nous allons reprendre contact avec chacun pour connaître ses raisons ».

Quels espoirs pour les élections municipales ? À Basse-Goulaine et Vertou, deux militants, conseillers municipaux d'opposition, sont têtes de listes : Olivier Martin et Jean-Robert Piveteau. Ce dernier, architecte, est vertavien depuis 30 ans et compte un engagement associatif de longue haleine

[ancien président des parents d'élèves et de l'amicale laïque, à l'origine de l'école des sports]. « Nous voulons cultiver notre spécificité de ville à la campagne, au sein d'une métropole : nous mettons le citoyen, la ville et

la nature au coeur de notre projet » témoigne Jean-Robert.

À Vertou, le scrutin marque la fin du règne Dejoie, et ce sont les adjoints de la municipalité sortante qui se présentent, tandis qu'une deuxième liste de droite est annoncée. Problème : la gauche se présente également désunie. Cela est malheureusement habituel avec le chef de file local du PCF, qui multiplie les attaques envers le PS ; mais c'est un comportement tout récent de la part d'EE-LV, qui vient de faire alliance avec... le Modem ! Même si Vertou a pris l'habitude de voter à gauche lors des derniers scrutins nationaux, les socialistes ne versent pas dans la naïveté. « Tout se gagne, à condition de jouer le match » conclut Jean-Robert Piveteau. De nouveaux adhérents s'engagent à fond pour le jouer.

## « Le scrutin marque la fin du règne Dejoie »



Autour d'Olivier Martin et Jean-Robert Piveteau (1<sup>er</sup> rang), des militant-e-s de la section de Vertou.

## Les assises de la Justice pénale

À l'initiative de Violaine Lucas, secrétaire fédérale à la Justice, la fédération a organisé les 13 et 14 décembre deux jours de débats sur la justice pénale. La France est aujourd'hui au 11ème rang pour la surpopulation carcérale en Europe avec 57000 places pour plus de 78000 détenus. Pour André Vallotton, président du Conseil de coopération pénologique du Conseil de l'Europe (47 pays), les politiques carcérales se montrent très disparates selon les pays, de même que les alternatives à l'enfermement (ex : médiation pénale en République tchèque). La surpopulation tend à se développer dans tous les pays (sauf quatre) à cause du durcissement des politiques pénitentiaires pour répondre à la peur des populations (ex : l'Allemagne a introduit des mesures d'enfermement avec des effets rétroactifs). En France, trop souvent les recommandations du Conseil de l'Europe restent inappliquées dans l'attente d'une circulaire. Ces dernières années, la surpopulation s'ajoute à des faits divers qui amplifient le phénomène. Les conditions de détention aux Baumettes de Marseille ne datent pas d'hier, mais un zoom des médias sur cette prison a eu pour conséquence d'y concentrer des moyens financiers au détriment d'autres établissements. Un compte-rendu de ces ateliers est disponible sur notre site internet : [www.ps44.fr](http://www.ps44.fr)



Violaine Lucas avec plusieurs intervenants

## Jacques Lambert, un visionnaire discret



Jacques Lambert nous a quittés il y a quelques semaines, laissant un vide dans la vie politique locale et régionale. Ancien 1<sup>er</sup> adjoint de Saint-Malo-de-Guersac, il fut maire de Pornichet de 1995 à 2008. Il fut également conseiller régional dans l'opposition de 1998 à 2004. À Pornichet avec son équipe, il transforma en profondeur une ville traditionnellement à droite et endormie en dehors des périodes estivales : médiathèque, halle du marché, services à la population tels que les relais d'assistantes maternelles ou le portage de repas à domicile, sans oublier la culture avec Quai des Arts ou les Renc'Arts. Parallèlement à sa vie d' élu, Jacques était avocat pénaliste au barreau de Saint-Nazaire dont il fut bâtonnier de 2010 à 2011. Des hommages unanimes lui ont été rendus y compris par ses adversaires politiques : convivialité, discrétion, vision sont les qualificatifs les plus souvent employés. Adieu Jacques, nous ne t'oublierons pas.

### Décès :

Militante de Nantes centre-sud et longtemps membre de l'équipe préparant l'envoi du journal Ensemble, Noëlla Tobler nous a quittés. Toutes nos pensées vont à sa famille.

### AGENDA

#### CONSEIL FÉDÉRAL

Lundi 20 janvier à 20 h à la Fédération.

#### SOIRÉE DES VOEUX :

Vendredi 24 janvier à 19 h 30 à Saint-Nazaire, salle de l'Immaculée, Le Point du Jour, à proximité de la rocade. Une invitation sera adressée aux militant(e)s dans les prochains jours.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble  
1, allée des Tanneurs  
44 000 NANTES  
Déposé le 08/01/14



Le journal des socialistes  
de Loire-Atlantique

1, allée des Tanneurs  
44 000 NANTES

Tél. 02 40 20 63 00

Fax 02 40 08 27 24

E-mail : [fede44@parti-socialiste.fr](mailto:fede44@parti-socialiste.fr)

Facebook : [www.facebook.com/Parti.socialiste.44](http://www.facebook.com/Parti.socialiste.44)

Directeur de Publication : Fabrice Roussel

Responsable de la rédaction : Xavier Perrin

Rédacteur en chef : Jérôme Alemany

Rédaction des articles : François Caillaud,  
Philippe Rouxel, Xavier Perrin, Jérôme Alemany

Crédit photos : European Parliament / Parlement européen, Philippe Grangeaud, Jérôme Alemany, Assemblée nationale, section PS de Vertou, Philippe Rouxel, Shutterstock, Thinkstock, photo-libre.fr

Mise en page : [www.scopic.fr](http://www.scopic.fr)

Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par La Contemporaine

N° CPPAP : 0914P10751

N° ISSN : 1296 - 2201

Prix : 1,50 euro

Tirage : 3 500 exemplaires

[www.ps44.fr](http://www.ps44.fr)